



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES DES PAYS NORDIQUES

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE STOCKHOLM

N° 43 - 13 janvier 2023

Pays nordiques

L'activité de fusions-acquisitions a été en forte baisse en 2022 dans la région nordique.

En 2022, 146 grandes opérations (d'une valeur supérieure à 100 M\$) ont été réalisées dans la région nordique, pour une valeur totale d'environ 115 Mds€. C'est nettement moins qu'en 2021 où 216 grandes opérations avaient été recensées pour un total d'environ 190 Mds€. Deux grandes tendances se sont dégagées en 2022. D'une part, la présence des fonds de capital-investissement a été moindre, au dépend d'opérations menées par des entreprises. D'autre part, les fonds souverains du Moyen-Orient sont de plus en plus actifs dans la région nordique. Cet été, le fonds souverain saoudien PIF est devenu le troisième plus grand actionnaire de la société de jeux Embracer et le nouveau propriétaire de l'activité e-sports de MTG. En 2022, Abu Dhabi (via le fonds Mubadala Investment) s'est associé au géant suédois du capital-investissement EQT pour acquérir une participation minoritaire dans la société de technologie et de télécommunications Globalconnect, ainsi que pour racheter conjointement la société de conteneurs réfrigérés Envirotainer.

Danemark

L'inflation poursuit son léger ralentissement pour s'établir à 8,7% en décembre 2022. Selon les chiffres de l'Institut danois de la statistique (*Danmarks Statistik*), le taux d'inflation a diminué de 0,2 point en glissement annuel par rapport au mois de novembre. Légèrement inférieure à la moyenne européenne (+9,2% en g.a), l'inflation est en partie freinée par la baisse des prix du logement (-5,6% en g.a). En revanche, l'Institut danois de la statistique enregistre une hausse de l'inflation sous-jacente, mesurée à 6,6% en décembre contre 6,0% le mois précédent.

Coup d'envoi des négociations collectives dans le secteur privé après une chute historique des salaires réels en 2022, estimée à 3,9% par la plus grande organisation patronale danoise, la Confédération des employeurs (*Dansk Arbejdsgiverforening*). Il s'agit de la plus forte baisse du pouvoir d'achat depuis 1950. Selon la Confédération des employeurs, la croissance annuelle des salaires s'est établie à 3,6%, insuffisante pour contenir une inflation annuelle estimée à 8,1% par le Conseil des Sages (*De Økonomiske Råd*). Ce contexte pousse les syndicats à exiger de plus fortes revalorisations salariales tandis que les chefs d'entreprise craignent, de leur côté, le déclenchement d'une boucle prix-salaires. La crispation est, en outre, déjà visible entre les partenaires sociaux, à la suite de la proposition du nouveau gouvernement de supprimer un jour férié pour financer la hausse du budget de défense. Les regards se tournent désormais vers l'industrie où se noue traditionnellement le premier accord avec 600 000 salariés qui participent aux négociations.

La hausse des prix de l'énergie a coûté 46 Mds DKK (6 Mds€) aux entreprises danoises en 2022. La Confédération des industries danoises (*Dansk Industri*) a comparé les dépenses énergétiques des entreprises danoises en 2022 à celles de 2019, année de référence la plus récente. Il ressort de ces calculs que les entreprises

danoises ont payé 15,7 Mds DKK (2 Mds€) supplémentaires pour leur consommation de gaz, et 30,1 Mds DKK (4 Mds€) de plus pour l'électricité. *Dansk Industri* souligne notamment les risques qui en découlent sur la compétitivité des entreprises danoises, face à leurs concurrents étrangers qui, grâce à des régimes de soutien, sont en capacité de se procurer de l'énergie à des coûts moindres.

Nouveau record pour les filières solaire et éolienne, ayant couvert 2/3 des besoins danois en électricité en 2022.

Le gestionnaire danois de réseau de transport de gaz et d'électricité (*Energinet*) rapporte une progression de 11,9% du renouvelable dans le mix électrique danois sur l'année écoulée. Dans le détail, la part de l'éolien est passée de 43,7 à 53,2%, profitant de conditions météorologiques particulièrement favorables et du haut rendement du parc éolien offshore de Kriegers Flak en mer Baltique. En parallèle, la production solaire a pratiquement doublé pour s'établir à 6,2% du mix en 2022. Cette croissance est stimulée par la multiplication des parcs solaires et l'amélioration des systèmes photovoltaïques. Toutefois, *Energinet* rappelle qu'il s'agit de sources intermittentes et soumises à la variabilité climatique. La part du renouvelable dans le mix électrique a par exemple chuté de 70 à 36% entre juillet et août 2022. Ces fluctuations se doublent de fortes disparités territoriales. Ainsi, la part de l'énergie verte n'excède pas 5% pour 32 communes de la région de la Capitale (*Hovedstaden*), énergivores mais assez éloignées des sites de production.

La Banque centrale et plusieurs banques commerciales danoises visées par des cyberattaques, qui ont rendu momentanément impossible l'accès à leur site web et à leurs applications mobiles. Aucun dommage n'est à déplorer, selon les porte-paroles des différentes institutions, dont Danske Bank, Sydbank et Jyske Bank. Un groupe de hackers pro-Kremlin a d'ores et déjà revendiqué l'attaque qui a ciblé Danske Bank.

Finlande

La Finlande signe un accord pour développer un corridor nordique et balte d'hydrogène. L'accord a été conclu en décembre 2022 par les gestionnaires de réseaux de transport de gaz de la Finlande (Gasgrid), d'Estonie (Elering), de Lettonie (Conexus Baltic Grid), de Lituanie (Amber Grid), de Pologne (GAZ-SYSTEM) et d'Allemagne (ONTRAS). L'accord porte sur le développement, d'ici 2030, d'infrastructures de transport de l'hydrogène entre ces Etats membres, afin de créer un corridor allant de la Finlande à l'Allemagne en passant par les pays Baltes et la Pologne. Ce projet "Nordic-Baltic Hydrogen Corridor" vise à renforcer la sécurité énergétique de la région, réduire sa dépendance à l'égard des importations d'énergie fossile et soutenir la décarbonation des sociétés et des industries situées le long du corridor.

L'inflation en Finlande s'élève à 7,1% en 2022, en moyenne annuelle par rapport à 2021. Au mois de décembre, l'inflation selon CPIF atteint 9,1% en glissement annuel, soit le même niveau qu'en novembre. La hausse des prix de l'électricité et du diesel explique essentiellement cette évolution en glissement annuel.

Au mois de novembre, le volume des ventes de biens a diminué de 3,4% et celui des services a augmenté de 3,2% en glissement annuel. Le commerce de gros a diminué de 4,3% en volume en glissement annuel ; le commerce de détail est lui, affecté par une baisse de 3%. S'agissant des services hors commerce, seul le volume de services de transport et de stockage a connu une baisse en volume, cette dernière est de 9,2% en glissement annuel.

La Finlande bénéficie de fonds européens pour développer les connexions numériques. Ces subventions seront accordées à des projets de connexions menés par des entreprises en Finlande et dans la région nordique, au titre du mécanisme pour une Europe connectée (Connected Europe Facility). Un projet de construction de trois câbles sous-marins à fibres optiques dans la région de la mer Baltique et de planification de dorsales numériques en Arctique, mené par le Finlandais Cinia et le Danois Nordnet a reçu 3,7 M€. Un autre projet d'amélioration de la continuité des services des réseaux transfrontaliers via la 5G, mené par Telia avec la société lettone LMT, a reçu un financement à hauteur de 15,5 M€.

Un investissement de 4 Mds€ annoncé pour la construction d'une aciérie verte à Inkoo. La société norvégienne Blastr envisage de construire une usine d'acier « vert », avec une installation intégrée de production d'hydrogène. Blastr a signé une lettre d'intention avec l'énergéticien finlandais Fortum, lui conférant les droits exclusifs d'utilisation d'un ancien site industriel à Inkoo pour y installer son aciérie. L'investissement de 4 Mds€ devrait permettre de créer jusqu'à 1 200 emplois pendant la phase d'exploitation. Le démarrage de la production est espéré pour la fin de l'année 2026.

Islande

Le budget 2023 prévoit un déficit de 785 M€, contre 510 M€ initialement prévus par le Ministre de l'économie et des finances. La version finale du budget 2023, publiée le 16 décembre dernier prévoit un déficit public de 119,6 Mds ISK (785 M€), soit 3% du PIB, en-deçà de la limite de 4% fixée par le gouvernement. Le budget 2023 prévoit 1147 Mds ISK (7,5 Mds€) de revenus (+20% par rapport au budget 2022) et 1267 Mds ISK (8,3 Mds€) de dépenses (+11% par rapport au budget 2022).

L'indice OMX10 a perdu 25% de sa valeur en 2022. L'indice boursier OMX10 regroupe les 10 plus grosses entreprises islandaises en bourse. Alors que l'indice avait cru de près de 33% en 2021, sa valeur a diminué de 25% en 2022. Cette baisse importante peut être expliquée par la guerre en Ukraine qui a eu un fort impact sur les comportements des investisseurs. Sur les 23 entreprises islandaises inscrites en bourse, seules 8 ont vu la valeur de leurs actions augmenter en 2022.

Le syndicat Efling ne parvient pas à trouver un accord avec la confédération islandaise des entreprises et prépare des grèves. Efling est le deuxième plus grand syndicat du pays avec près de 30 000 membres dans la région de Reykjavík et le sud de l'Islande. La confédération islandaise des entreprises (SA) et le syndicat Efling ne sont toujours pas parvenus à un accord. Le syndicat demande des augmentations de salaires mensuels comprises entre 49 000 et 50 000 ISK (320€) et une indemnité de subsistance mensuelle additionnelle de 15 000 ISK (96€).

Le Comité de supervision financière de la Banque Centrale (FME) indique de possibles manquements à la loi dans une première évaluation sur la mise en œuvre de la vente de 22,5% des parts d'Íslandsbanki. Íslandsbanki a entamé une procédure de conciliation avec le FME en raison d'éventuelles violations de la loi par la banque. Les employés de la banque figuraient parmi les acheteurs dans le cadre d'un appel d'offres fermé lorsque le gouvernement a vendu 22,5% de la banque en mars dernier. Le FME a le pouvoir d'imposer des amendes pour les violations constatées.

Statistics Iceland prévoit entre 412 000 et 525 000 habitants en Islande dans 50 ans. Alors que l'Islande comptait, au 1er janvier 2022, 376 000 habitants, Statistics Iceland a estimé avec une probabilité de 90% que ce nombre se situerait entre 412 000 et 525 000 en 2073.

Le norvégien Mowi devient propriétaire majoritaire de l'Islandais Arctic Fish. Avec l'accord de la Commission européenne, l'entreprise norvégienne Mowi (aquaculture) a acheté 51,28% de l'entreprise islandaise Arctic Fish (élevage de saumons) pour un montant de 26 Mds ISK (168 M€). Mowi opère dans 25 pays et est le plus grand producteur mondial de saumons d'élevage.

Norvège

Le plafond du prix du gaz fixé aura peu de conséquences pour les compagnies pétrolières et gazières norvégiennes.

Après d'intenses négociations, les ministres européens de l'énergie sont parvenus à un accord sur le plafonnement du prix du gaz en Europe. Le prix plafond du gaz est fortement abaissé par rapport à la première proposition de la Commission européenne qui était de 275€/MWh pendant deux semaines. Il a finalement été fixé à 180€/MWh pendant trois jours. Le plafond du prix du gaz fixé aura peu de conséquences pour les compagnies pétrolières et gazières norvégiennes selon le journal *Aftenposten*. Ni la production de gaz ni l'exploration sur le plateau continental ne seront particulièrement affectées.

La Norvège maintiendra en 2023 des exportations élevées de gaz vers l'Europe et devrait connaître un pic de production en 2025.

Les autorités norvégiennes tablent sur des exportations de gaz en 2023 vers l'Europe de 122 Mds de mètres cubes, un volume équivalent à celui de 2022. Par ailleurs, la production de gaz de la Norvège devrait atteindre un pic de 122,5 Mds de m³ en 2025, selon les prévisions de la Direction norvégienne du pétrole publiées le 9 janvier 2023.

La France et la Norvège vont renforcer leur coopération sur le captage et le stockage du carbone (CCS),

à la suite de la signature d'une lettre d'intention le 18 décembre. L'objectif est de promouvoir la coopération sur le développement et le déploiement du CCS afin de faire face, avec un panel d'outils élargi, aux enjeux du réchauffement climatique. Les deux gouvernements reconnaissent le rôle du CCS pour atteindre les objectifs climatiques à long terme dans le cadre de l'Accord de Paris et ont pour objectif d'examiner et de préparer un accord bilatéral permettant le transport et le stockage transfrontaliers du CO₂.

33 Mds de NOK (3,3 Mds€) seront consacrés en 2023 aux subventions d'électricité pour les ménages,

et 70 Mds de NOK (7 Mds€) au total pour 2022 et 2023, a déclaré le ministère du Pétrole et de l'Énergie. Les prix ont été les plus élevés dans les régions du sud du pays en 2022, mais à la fin de l'année, les habitants du centre et du nord de la Norvège, moins bien reliés au réseau électrique de l'Union européenne, ont également connu une augmentation ponctuelle des prix.

Le syndicat des entreprises (NHO) demande plus d'aides pour les entreprises au gouvernement jusqu'à la fin de l'hiver.

Environ 3200 entreprises recevront au total 2,8 Mds de NOK (280 M€) d'aides pour payer les factures d'électricité d'octobre à décembre, a annoncé mi-décembre le ministre du Commerce et de l'Industrie Jan Christian Vestre. 70% de ces entreprises investiront dans des systèmes solaires, des pompes à chaleur, des nouvelles fenêtres, de la post-isolation, etc. En 2023, il n'y aura plus de programme d'aides pour les entreprises. NHO demande que le programme soit prolongé jusqu'à la fin du mois de mars et que l'État prenne en charge 40% des factures d'électricité lorsque le prix dépasse 90€/MWh dans la perspective de prix élevés tout au long de l'hiver. Le ministre Vestre a répondu qu'un régime de contrats à prix fixe entre les producteurs d'énergie et les entreprises est encouragé par le gouvernement, lequel devrait permettre de limiter les prix de l'électricité dès le début de l'année 2023.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce accélère les procédures d'exploitation des minéraux.

Constatant que l'exploitation des minéraux était trop lente au regard des besoins de la transition énergétique, le ministre de l'Industrie et du Commerce Jan Christian Vestre a présenté cinq mesures pour accélérer l'activité de ce secteur. Désormais, la Direction pour la gestion des ressources minérales (DMF) sera tenue de traiter en priorité les demandes d'exploitation de métaux critiques, de coordonner les projets d'exploitation avec les différentes parties prenantes, de définir des recommandations pour les professionnels du secteur, de cartographier les secteurs pertinents et de faciliter l'accès aux informations sur les zones abritant des minerais prioritaires. Une stratégie nationale sur les métaux stratégiques sera présentée au printemps 2023.

Vår Energi a découvert de nouvelles ressources gazières sur son forage Lupa, à proximité du champ Goliat en mer de Barents.

Il s'agit de la plus grande découverte de gaz sur le plateau continental norvégien en 2022. Entre 27 et 132 millions de barils seraient disponibles. Pour exploiter et transporter ces ressources, plusieurs solutions techniques sont envisagées : l'agrandissement du terminal GNL de Hammerfest, la construction de nouvelles infrastructures GNL dans le Finnmark ou l'installation d'un gazoduc.

Aker BP et Equinor vont investir 115 Mds de NOK (11,5 Mds€) dans le nouveau projet pétrolier Yggdrasil

(anciennement Noaka). Yggdrasil est de loin le plus important des dix plans de développement qu'Aker BP et ses partenaires ont remis le 16 décembre au ministre du Pétrole et de l'Énergie *Terje Aasland*. Les projets seront rentables avec un prix du baril compris entre 35 et 40 dollars, selon Aker BP. Les cours actuels avoisinent les 80 dollars le baril. Aker Solutions annonce avoir signé des contrats de 50 Mds de NOK (5 Mds€), et Subsea 7 (partenaire d'AKER BP) de plusieurs milliards avec des sous-traitants et des fournisseurs.

Equinor investit 1,32 Mds€ dans le développement de l'usine de liquéfaction du gaz Snøhvit.

Le 20 décembre, Equinor et ses partenaires Petoro, TotalEnergies, Neptune Energy et Wintershell Dea ont rendu public un plan de développement modifié pour le champ Snøhvit, ainsi qu'un plan de développement et d'opérations à Hammerfest. La production avec compression et électrification à Snøhvit devrait démarrer en 2028 et coûtera 13,2 Mds de NOK (1,32 Mds€), rapporte le ministère du Pétrole et de l'Énergie. Equinor confirme que ses investissements dans la compression du gaz devraient assurer des exportations de gaz élevées jusqu'en 2030. De plus, grâce à l'électrification du champ de production, Hammerfest LNG ne sera plus l'une des principales sources d'émissions de CO2 en Norvège.

Suède

La Suède a pris la présidence du Conseil de l'Union européenne au 1^{er} janvier. La Commission européenne, l'ensemble du gouvernement suédois et le roi se réunissent à Kiruna le 12 et 13 janvier dans le cadre de l'inauguration de cette présidence qui durera six mois. Le Premier ministre Ulf Kristersson a déclaré avoir choisi ce lieu de rencontre car « *c'est une région unique dans l'UE où il y a actuellement une transition industrielle verte d'une portée historique* ». Le gouvernement a également rappelé les priorités de cette présidence que sont la sécurité, la compétitivité, la transition écologique et énergétique, les valeurs démocratiques et l'État de droit.

Au mois de décembre, l'inflation selon CPIF s'élève à 10,2% en glissement annuel. Selon l'institut suédois des statistiques (SCB), l'inflation a augmenté de 1,9% en décembre par rapport à novembre. Les prix de l'électricité ont augmenté de 28,8% entre novembre et décembre. Les prix des denrées alimentaires ont augmenté de 18,6% en 2022, par rapport à 2021. Hors énergie, l'inflation selon CPIF est passée de 8% à 8,4% en glissement annuel.

LKAB a identifié d'importants gisements de terres rares dans la région de Kiruna, a annoncé jeudi 12 janvier le groupe minier suédois lors d'une conférence de presse. Après une exploration réussie, le groupe minier rapporte que ces gisements recéleraient plus d'un million de tonnes d'oxydes de terres rares, soit le plus grand gisement connu de ce type en Europe. « *C'est une bonne nouvelle, non seulement pour LKAB (...), mais aussi pour l'Europe et le climat. Ce gisement pourrait devenir un élément important pour la production des matières premières critiques qui sont absolument cruciales pour permettre la transition verte. (...) Sans mines, il ne peut y avoir de véhicules électriques* », a déclaré Jan Moström, PDG du groupe LKAB. Toutefois, les délais d'obtention des permis d'exploitation pourraient atteindre entre

10 et 15 ans. « *L'électrification, l'autosuffisance et l'indépendance de l'UE vis-à-vis de la Russie et de la Chine commenceront dans la mine* », a de son côté affirmé la Ministre de l'Économie et de l'Énergie suédoise, Ebba Busch. Cette annonce a été faite à l'occasion d'une visite d'une délégation de la Commission européenne en Suède, qui occupe la présidence tournante de l'UE depuis le début de l'année.

La Riksbank s'attend à enregistrer une perte de 81 Mds de SEK (7,6 Mds€) pour l'exercice 2022. La Riksbank devrait faire état d'une perte non réalisée pour 2022, et le directoire a donc décidé de réintégrer au résultat de l'exercice 2022 des fonds précédemment alloués pour les risques financiers à hauteur de 5 Mds de SEK (470 M€). Cette importante perte latente est principalement due à la hausse des taux d'intérêt, qui réduit la valeur de marché des actifs obligataires de la Riksbank. Une demande d'augmentation de capital auprès du Riksdag pourrait être nécessaire.

Le gestionnaire du réseau de transport d'électricité Svenska Kraftnät présente un nouveau dispositif de soutien aux entreprises face à la hausse des prix de l'électricité, le 4 janvier. Lors d'une conférence de presse le 22 décembre, le gouvernement avait annoncé avoir rejeté le précédent mécanisme proposé par Svenska Kraftnät, qui avait pourtant été validé par le régulateur des marchés de l'énergie EI. Le gouvernement avait estimé que la Commission européenne rejeterait le mécanisme en raison de sa non-conformité avec le droit européen relatif aux aides d'États. En conséquence, le gouvernement avait demandé à Svenska Kraftnät le 22 décembre de proposer un nouveau mécanisme au régulateur national EI d'ici le 4 janvier. Le nouveau mécanisme présenté prévoit que les subventions soient versées aux entreprises des zones géographiques tarifaires 3 (centre de la Suède, dont Stockholm et Göteborg) à hauteur d'environ 4,5 centimes d'€ (0,50 SEK) par kWh

consommé, et de la zone 4 (sud de la Suède, dont Malmö) à hauteur 7 centimes d'€ (0,79 SEK) par kWh consommé, dans la limite de 2 M€ (un peu plus de 22 M SEK) par entreprise conformément aux règles de l'UE en matière d'aides d'État. Comme précédemment, le mécanisme devra encore être approuvé par le régulateur national EI au cours des prochaines semaines, avant qu'il le soit par le Gouvernement puis par la Commission européenne. La date à laquelle les aides seront versées finalement aux entreprises n'est toujours pas définie.

Le gouvernement suspend la totalité du projet de lignes à grande vitesse (LGV), à l'exception de l'Ostlänken.

Selon l'annonce du 23 décembre, l'arrêt du projet est organisé selon les modalités suivantes :

- Tronçon Ostlänken: la construction se poursuit comme prévu mais l'Agence des Transports (*Trafikverket*) doit prendre des mesures de réduction des coûts.
- Tronçon Göteborg-Borås: le projet est suspendu jusqu'au 30 septembre 2023 dans l'attente d'une décision du gouvernement sur la poursuite de la planification. *Trafikverket* est chargée de proposer des alternatives aux LGV.
- Tronçon Hässleholm-Lund: *Trafikverket* doit achever les travaux de planification dès que possible et proposer des alternatives aux LGV.
- Parties centrales du réseau (Linköping - Borås – Hässleholm): le gouvernement ordonne l'interruption des travaux de planification.

Critiquant le manque de sérieux budgétaire de ses prédécesseurs, les autorités ont motivé cette décision par une nécessité de réorienter les investissements dans les infrastructures de transport, en priorisant l'entretien du réseau ferroviaire et routier et le déploiement d'infrastructures de recharge pour les véhicules électriques.

La société de gestion suédoise EQT va céder la moitié de sa participation dans Saur, troisième acteur français de la gestion de l'eau, derrière Veolia et Suez. Entré en majoritaire en 2018 pour 1,5 Mds€, EQT boucle une opération valorisant Saur entre 3,3 et 3,5 Mds€. Le fonds suédois détient actuellement plus de 95% de HIME, société holding de Saur.

Après avoir indiqué être entré en négociations exclusives, EQT prévoit de céder la moitié de sa participation aux fonds néerlandais PGGM (fonds de pension) et DIF Capital Partners (fonds d'infrastructures). Les deux acquéreurs, rassemblés au sein d'un consortium, détiendront chacun 25% des actions actuelles d'EQT Infrastructure, lequel conservera le solde. « Accueillir PGGM et DIF Capital Partners aux côtés d'EQT représenterait une formidable opportunité pour Saur de se développer plus vite et plus fort » a indiqué dans un communiqué Patrick Bléthon, président exécutif du géant français de la distribution et du traitement de l'eau.

Inauguration de la base de lancement Spaceport Esrange le 13 janvier

par le roi Carl Gustaf XVI et la Présidente de la Commission européenne. Située au centre spatial d'Esrange à proximité de Kiruna, cette nouvelle base est une première sur le vieux continent, et devrait renforcer les capacités européennes actuelles qui s'appuient sur le centre spatial guyanais. Y seront lancés des satellites et les fusées réutilisables du programme Themis de l'Agence Spatiale Européenne y seront testées.

AstraZeneca a conclu un accord définitif pour acheter CinCor Pharma, société biopharmaceutique américaine, dans le cadre d'une opération évaluée à environ 1,8 Mds\$.

L'acquisition renforcerait le portefeuille de produits cardiovasculaires rénaux d'AstraZeneca avec le candidat médicament de Cincor, le baxdrostat, qui est destiné à lutter contre l'hypertension.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022
Suède	1,6	0,8	2,0	1,3	5,1	-0,1	0,7	0,6
Danemark	1,0	1,9	1,0	2,5	4,9	-0,5	0,8	0,5
Finlande	-0,2	1,6	1,0	0,6	3,0	0,3	0,7	-0,3
Norvège ¹	-0,5	1,3	3,5	0,4	3,9	-0,7	1,3	1,5
dont PIB continental	-1,0	1,4	2,8	1,3	4,1	-0,5	1,2	0,8
Islande	-3,8	4,8	0,9	3,2	4,4	-1,0	3,7	-0,5

Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu est le PIB total (y compris hydrocarbures).

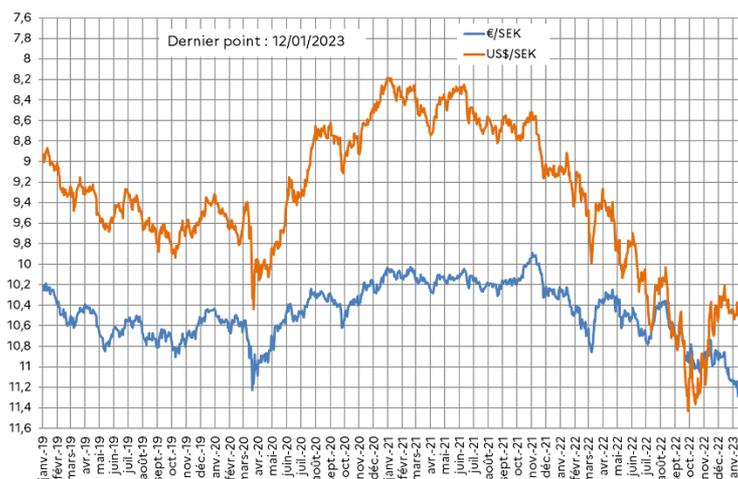
Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel):

	T1 2021	T2 2021	T3 2021	T4 2021	2021 (en moyenne annuelle)	T1 2022	T2 2022	T3 2022	T4 2022	2022 (en moyenne annuelle)
Suède	1,5	1,8	2,0	3,3	2,2	4,7	7,4	9,7	n/a	n/a
Danemark	0,7	1,6	1,9	3,2	1,9	4,8	7,4	9,2	9,2	7,7
Finlande	1,0	2,1	2,2	3,4	2,2	4,9	6,8	7,8	8,9	7,1
Norvège	3,0	2,8	3,5	4,6	3,5	3,8	5,8	6,7	6,6	5,8
Islande	4,2	4,4	4,3	4,8	4,4	6,2	7,9	9,7	9,4	8,3

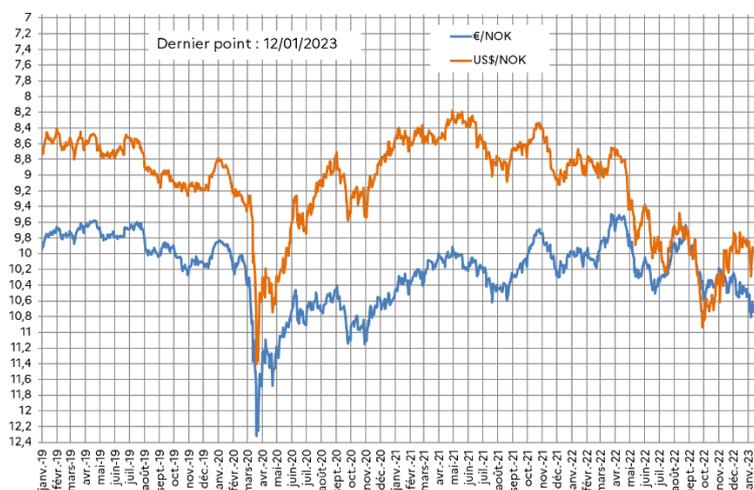
Sources : Eurostats, statistics Sweden, ssb.no, statistics Iceland, OCDE

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional de Stockholm (C. Gianella).

Rédacteurs : Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (C. Camdessus, L. Yacine, M. Valeur, T. Robert), Helsinki (P. Pouliquen, O. Alapekkala, D. Gueyraud), Oslo (O. Cuny, M. Roger), Stockholm (I. d'Armaillé, F. Lemaitre, J. Grosjean, M. Marbot, T. d'Hardemare) et de l'ambassade de France en Islande (A. Montoya).

Pour s'abonner : thibault.dhardemare@dgtresor.gouv.fr